



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2022-262 du 24 AOÛT 2022

SAS BERRY BEAUTÉ MAROLLES, Zone industrielle de La Touche à MAROLLES-LES- BRAULTS

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'actualisation du montant de constitution des garanties financières, à l'encontre de l'établissement BERRY BEAUTÉ MAROLLES exploitant des installations d'injection en matières plastiques et de galvanoplastie

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.516-1 et 2 et, R.516-1 à R.516-5 ;

Vu le SDAGE de Loire Bretagne ;

Vu le plan national de prévention des déchets, pour la période 2021-2027 ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets, publié en octobre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 octobre 1996 délivré à la Société PLASTIGOLD pour l'exploitation d'atelier de traitement de surface à Marolles-les-Braults ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 04-2104 délivré le 12 mai 2004 à la société POLYFLEX pour l'exploitation d'activités d'injection de matières plastiques et de galvanoplastie sur le territoire de la commune de Marolles-les-Braults et actant le regroupement des Société PLASTIGOLD et AMS EUROPE sous le nom de SA POLYFLEX ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 28 août 2006 à la SAS MAROLLES BEAUTE ;

Vu le récépissé de bénéfice du droit d'antériorité du 12 juillet 2013 relatif à la création de la rubrique 1132.B.2.a de la nomenclature délivré à la SAS RPC MAROLLES BEAUTE ;

Vu le récépissé de bénéfice du droit d'antériorité du 18 février 2014 relatif à la modification de la rubrique 1185.2.a de la nomenclature délivré à la SAS RPC MAROLLES BEAUTE ;

Vu le récépissé de bénéfice du droit d'antériorité au titre de la rubrique n°3260 du 19 mai 2014 relatif à la déclaration de statut IED présentée le 25 octobre 2013 par la SAS RPC BEAUTÉ MAROLLES ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL2016-0134 du 15 avril 2016 portant sur la constitution de garanties financières pour l'exploitation d'un établissement d'injection de matières plastiques et de galvanoplastie par la SAS RPC BEAUTE MAROLLES à Marolles-les-Braults ;

Vu le procès verbal des décisions de l'Associé Unique du 20 décembre 2021 ;

Vu l'extrait Kbis à jour du 15 juin 2022, actant le changement de dénomination sociale de la société RPC BEAUTE MAROLLES, et dorénavant dénommée BERRY BEAUTE MAROLLES SAS ;

Vu le porter à connaissance de la société par actions simplifiée (SAS) BERRY BEAUTE MAROLLES, daté du 27 juin 2022 et relatif à l'actualisation du montant de garantie financière, pour son site de Marolles-les-Braults ;

Vu le rapport du 08 juillet 2022 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'établissement est tenu de constituer des garanties financières, au titre de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'évolution de l'indice TP01, et en particulier, son augmentation de 21,18 %, entre l'indice d'août 2015 (102,9), avec lequel le montant initial avait été défini, et l'indice de mars 2022 (124,7), publié au JORF n°0112 du 14 mai 2022 ;

Considérant la quantité des produits et des déchets dangereux considérée dans le calcul du montant de garanties financières et visé dans l'arrêté du 15 avril 2016 ;

Considérant l'absence d'évolution dans la quantité maximale des produits et des déchets dangereux, susceptible d'être présente, sur le site de Marolles-les-Braults ;

Considérant que l'arrêté du 15 avril 2016 fixe la quantité de déchets autorisés sur le site de Marolles les Braults ;

Considérant que l'augmentation de l'indice TP01, par rapport au précédent calcul du montant des garanties financières, est supérieure à (quinze) 15 % ;

Considérant que l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de l'indice publié TP01 ;

Considérant en conséquence, qu'il y a lieu d'acter la demande d'actualisation du montant de garantie financière, par voie d'arrêté préfectoral, conformément aux dispositions de l'article R. 516-5 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 20 juillet 2022 et que celui-ci a indiqué ne pas avoir d'observation par courriel du 22 août 2022 ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

Article 1^{er}

La société par actions simplifiées (SAS) BERRY BEAUTE MAROLLES, représentée par M. Bruno VIGUIER, Directeur de l'établissement, dont le siège social est situé Zone industrielle de La Touche 72 260 MAROLLES LES BRAULTS, est tenu de respecter les dispositions ci-après, en complément de celles déjà rendues applicables.

Article 2

Le point 1 de l'article 1.13 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2014 est remplacé par les présentes dispositions :

1-MONTANT ET ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées ci-après de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Rubrique	M ₂₀₂₂	M _R	Sc	Me	α	Mi	Mc	Ms	Mg
3260	185853	153362	1,1	88969	1,21	0	313	34260	14572

Pour mémoire, le montant initial des garanties financières à constituer était M_R : 153 362 €, avec un indice TP01 (août 2015) égal à 102,9.

Le montant total actualisé des garanties à constituer, suivant le planning fixé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, en application de l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement, est de **185 853 euros (€)**, définis par référence avec l'indice TP01 de mars 2022 égal à 124,7 et pour une TVA de 20 %.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières établi dans les conditions prévues par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières et dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 utilisé.

Article 3 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de MAROLLES-LES-BRAULTS et peut y être consultée ;
- un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de MAROLLES-LES-BRAULTS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Délais et voies de recours (art. L. 514-6 du code de l'environnement)

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de MAMERS, le maire de MAROLLES-LES-BRAULTS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées), les officiers de police judiciaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF